

**PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des Procédures Environnementales

**N ° 2012-646**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
Carrière Michel Frères à Gémonville**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L. 514-1 et R. 516-2 relatif aux garanties financières ;

Vu la circulaire ministérielle n° 98-48 du 16/03/98 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières (ICPE) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant et réglementant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de plaquettes calcaires par la société MICHEL FRERES sur le territoire de la commune de GEMONVILLE, et notamment les prescriptions de l'article 7 relatif à la remise en état du site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine CM/178/2012 en date du 29 mai 2012 ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de plaquettes calcaires sur le territoire de la commune de GEMONVILLE a été accordée à la société MICHEL FRERES par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 pour une durée de 10 ans et qu'elle est donc aujourd'hui caduque ;

Considérant que la remise en état final de la carrière prescrite à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997 n'est pas réalisée ;

Considérant que la remise en état du site devait être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, soit le 31 juillet 2007 ;

Considérant que la société MICHEL FRERES n'a pas déposé à ce jour de dossier de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée et d'extension de celle-ci auprès de l'autorité administrative ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre fin à la situation illégale de cette installation classée pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 – :**

La société MICHEL FRERES, dont le siège social est 45 chemin de la Vieille Chalade à GEMONVILLE (54115), est mise en demeure de remettre en état le site de la carrière à ciel ouvert de plaquettes calcaires qu'elle a exploitée sur le territoire de la commune de GEMONVILLE conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1997, dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 –**

Faute pour la société MICHEL FRERES de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 –**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié.

**ARTICLE 4 -**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société MICHEL FRERES

et dont une copie sera adressée à :

- M. l'inspecteur des installations classées.

NANCY le 11 JUIN 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,  
**Le Secrétaire Général,**  
**Jean-François RAFFY**